



Protestation contre la présence continue des représentants du gouvernement iranien à la Conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) !

Seuls les véritables représentants des travailleurs doivent être reconnus !

Chaque année, à l'occasion de la Conférence internationale du travail, des organisations syndicales internationales et des soutiens de la classe ouvrière iranienne à l'étranger organisent des rassemblements de protestation en solidarité avec les travailleurs emprisonnés et les luttes ouvrières en Iran. Notre syndicat exprime sa sincère gratitude envers eux et ainsi qu'à tous les sympathisants du mouvement ouvrier iranien.

Nous espérons que cette année, grâce au soutien de plus de vingt-cinq syndicats de pays tels que la France, la Suisse, l'Italie, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Allemagne, et d'autres organisations internationales, nous assisterons à un soutien plus large de nos pairs de classe aux luttes des travailleurs en Iran. Nous espérons également que le dossier de plainte relatif à la répression des organisations syndicales indépendantes et des militants en Iran sera traité avec plus de sérieux et d'urgence, et qu'elles aboutiront à des résultats concrets en faveur des travailleurs iraniens.

Ces dernières années, des centaines de militants des mouvements ouvriers, enseignants, étudiants et féministes ont été licenciés, arrêtés et emprisonnés simplement en raison de leurs activités syndicales et civiques et pour avoir défendu leurs droits et ceux de leurs collègues. Les rares organisations indépendantes, dont notre syndicat, qui ont vu le jour malgré la répression des forces de sécurité, subissent une pression et une surveillance constantes de la part des forces de sécurité gouvernementales et se voient refuser la possibilité d'agir ouvertement et librement.

Actuellement, des dizaines de travailleurs, d'enseignants, d'étudiants et de défenseurs des droits des enfants et des femmes sont emprisonnés dans les prisons du pays : Ebrahim Madadi et Davoud Razavi, membres du conseil d'administration de notre syndicat ; Reyhaneh Ansarinejad, Anisha Asadollahi, Esmail Guerami, Sharifeh Mohammadi, Varisheh Moradi et Pakhshan Azizi – ces trois derniers injustement condamnés à mort ; Golrokh Irayi, Nasrin DJavadi, Nahid Khodadjou, Mehran Raouf ; ainsi que deux membres de syndicats français, Cécile Kohler et Jacques Paris, arrêtés sur des accusations fallacieuses, et bien d'autres encore.

Nous tenons à vous rappeler que quatre de nos membres de longue date du syndicat, Hassan aeedi, Reza Shahabi, Naser Moharramzadeh et Hossein Karimi Sabzevar, ont été licenciés depuis plus de 13 ans en raison de leurs activités syndicales, et leurs démarches pour être réintégrés au travail n'ont pas encore donné les résultats escomptés.

Cette année, comme les années précédentes, des agents du gouvernement, sous le couvert de membres du « Confédération suprême des conseils islamiques du travail » et d'autres institutions autoproclamées - toutes inféodées à l'État et aux patronats - se sont à nouveau

rendus à Genève pour participer à la Conférence de l'Organisation internationale du travail en tant que représentants des travailleurs iraniens. Ce sont ces personnes qui, librement, avec tous les moyens financiers et logistiques dont elles disposent et avec le soutien des forces de sécurité, du ministère du Travail et des patronats, jouent un rôle important dans la répression et le contrôle du mouvement ouvrier et tentent de faire taire les revendications fondamentales des travailleurs du pays. Ce qui leur manque, c'est la légitimité de représenter les travailleurs iraniens.

Comme nous l'avons dit et souligné à plusieurs reprises, il est très regrettable que malgré de nombreux rapports crédibles publiés depuis de nombreuses années par des organisations syndicales indépendantes en Iran – y compris notre syndicat, le Syndicat des Travailleurs de la Régie de Transport de Téhéran (Vahed), l'Organisation nationale des enseignants, le Conseil de coordination des associations professionnelles d'enseignants, le Syndicat de Haft-Tappeh et d'autres représentants ouvriers indépendants de Sucrerie de Haft-Tappeh, les syndicats de retraités – ainsi que les rapports de fédérations syndicales internationales, notamment la Fédération Internationale des Travailleurs du Transport (ITF), dont notre syndicat est membre,

En ce qui concerne la violation des droits fondamentaux des travailleurs, la répression des organisations syndicales indépendantes et le nombre croissant d'enfants travailleurs en Iran, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) n'a pris aucune mesure concrète ou efficace n'a pas encore pris de mesures concrètes et efficaces - même dans le cadre de ses conventions fondamentales, que tous les membres sont tenus de « respecter, promouvoir et mettre en œuvre ». Au contraire, cette organisation continue d'inviter des représentants nommés par le gouvernement en tant que représentants des travailleurs iraniens à sa réunion annuelle et, dans de nombreux cas, les intègre même à ses conseils d'administration et des comités !

L'Iran est membre de l'Organisation internationale du travail (OIT). Par conséquent, selon les statuts de l'organisation, les gouvernements n'ont pas le droit d'arrêter ou d'emprisonner un travailleur en raison de ses activités syndicales. Les travailleurs devraient pouvoir manifester librement à l'occasion de la Journée internationale du travail le, 1^{er} mai, et à d'autres occasions, et défendre leurs droits par des manifestations et des grèves. Nous assistons actuellement à une grève nationale des chauffeurs routiers qui protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail, à laquelle se heurtent d'une part à l'indifférence des autorités et d'autre part la répression brutale des forces du Corps des Gardiens de la Révolution et des forces de sécurité.

À la conférence annuelle de l'OIT, seuls les véritables représentants des travailleurs devraient être présents ; ceux qui peuvent faire entendre la voix légitime des travailleurs et des classes laborieuses du pays, et non les représentants du gouvernement et des organisations fabriquées et contrôlées par le gouvernement.

Nous soulignons également qu'aucune invitation ne doit être adressée aux représentants et agents liés au pouvoir, sous prétexte qu'il s'agit de "délégations ouvrières". Tous les travailleurs, enseignants, étudiants et militants de la société civile emprisonnés doivent être libérés, et toutes les condamnations à la peine de mort doivent être révoquées immédiatement et sans condition.

Vive la solidarité des travailleurs à travers le monde !

La solution pour les travailleurs est l'unité et l'organisation !

Syndicat des Travailleurs de la Régie de Transport de Téhéran (Vahed)

Le 4 juin 2025